

0,50€

www.fakirpresse.info - Hors-série - 2010

FAKIR

Journal fâché avec tout le monde. Ou presque.

Numéro spécial :

De l'argent, il y en a !



LE HOLD-UP TRANQUILLE

C'est le point aveugle du débat économique. Une donnée clé, et d'autant mieux cachée par les grands médias : de toutes les richesses produites en France, les salariés récoltent, aujourd'hui, d'après l'Insee, 9,3 % de moins qu'en 1983 – autant qui va en plus aux actionnaires. Soit plus de 100 milliards d'euros par an...

« La part des profits est inhabituellement élevée à présent (et la part des salaires inhabituellement basse). En fait, l'amplitude de cette évolution et l'éventail des pays concernés n'ont pas de précédent dans les 45 dernières années. »

D'où sont tirées ces lignes ?

On croirait une communication de la CGT ?

Ou un discours d'Olivier Besancenot ?

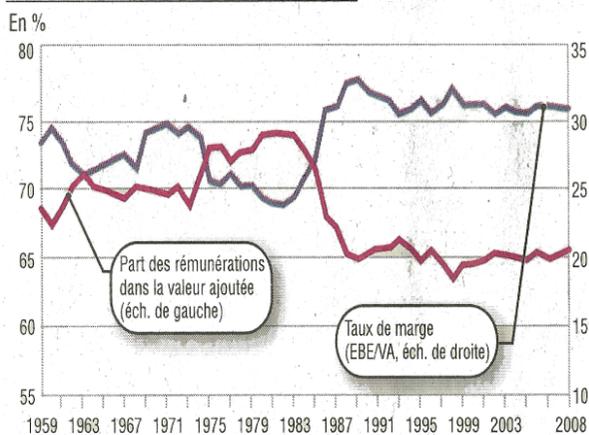
Au contraire : ce passage est extrait d'un article de la Bank for International Settlements. La Banque des règlements internationaux. Une institution qui réunit chaque mois, à Bâle, en Suisse, les banquiers centraux pour « coordonner les politiques monétaires » et « édicter des règles prudentielles ». Dans leur *Working Papers*, n°231, daté de juillet 2007 et titré « Global upward trend in the profit share » (« Hausse tendancielle mondiale de la part des profits »), eux insistent pourtant sur les « hauts niveaux de la part du profit inhabituellement répandus aujourd'hui », sur cette « marge d'une importance sans précédent », sur cette « preuve à la fois graphique et économétrique d'un fait particulier concernant le partage des revenus dans les pays industrialisés : une poussée à la hausse de la part des profits au milieu des années 80, ou son pendant : une poussée à la baisse de la part des salaires » et ainsi de suite sur vingt-trois pages.

Ce sont donc les financiers eux-mêmes qui dressent ce constat, avec étonnement : jamais les bénéfices n'ont été aussi hauts, jamais les salaires n'ont été aussi bas, un déséquilibre inédit depuis au moins un demi-siècle et vrai pour l'ensemble des pays industrialisés.

Et cette analyse ne souffre d'aucune contestation : d'après le Fonds monétaire international (FMI), dans les pays membres du G7, la part des salaires dans le Produit Intérieur Brut (PIB) a baissé de 5,8 % entre 1983

et 2006. D'après la Commission européenne, au sein de l'Europe cette fois, la part des salaires a chuté de 8,6 %. Et en France, de 9,3 %. Dans le même temps, la part des dividendes dans la valeur ajoutée passait de 3,2 % à 8,5 %. Un quasi-triplement.

Le partage de la valeur ajoutée des sociétés non financières



Combien ça coûte ?

Enoncés ainsi, ces 9,3 % paraissent abstraits. Ils représentent en fait des montants colossaux – qui ont des conséquences très concrètes dans notre vie quotidienne.

Qu'on les évalue, d'abord.

Le PIB de la France s'élève, aujourd'hui, à près de 2 000 milliards d'euros. « Donc il y a en gros 120 à 170 milliards d'euros qui ont ripé du travail vers le capital, calcule Jacky Fayolle, ancien directeur de l'Ires – Institut de recherche économique et social.

– 120 à 170 milliards par an, alors ?

– Pour aller très vite, c'est ça. »

Même avec des estimations basses, le seuil des cent milliards d'euros est largement dépassé. Soit plus de dix fois le « trou » de la Sécurité sociale en 2007 (dix milliards, l'année d'avant la crise), cinq fois celui de 2009 (22

milliards d'euros, crise oblige). Une vingtaine de fois celui des retraites (7,7 milliards d'euros). Des « trous » amplement médiatisés, tandis qu'on évoque moins souvent celui, combien plus profond, creusé par les actionnaires dans la poche des salariés...

« C'est un hold-up géant dont on ne parle pas, ça ?

– Oui, sauf que, tempère Jacky Fayolle, le mot hold-up est trop brutal pour parler d'un changement qui cumule tout un ensemble de facteurs : le poids du chômage, les politiques économiques, les changements de la gouvernance des entreprises depuis une vingtaine d'années. »

Ces 9,3 %, par le gigantisme des sommes en jeu, des centaines de milliards d'euros, devraient s'installer au cœur du débat.

Quand Nicolas Sarkozy intervient, à la télévision, et déclare que « si nous voulons sauver notre système de retraite, nous ne pouvons plus différer les décisions. Tous les chiffres sont sur la table », un chœur devrait s'élever dans le pays citant un chiffre qui n'est pas « sur la table » : 9,3 %. Quand le même revient à la télé, et déclare qu'« il faut plus d'argent contre Alzheimer, plus d'argent contre le cancer, plus d'argent pour les soins palliatifs, mais où est-ce qu'on les trouve ? Où est-ce qu'on les trouve ? », on pourrait lui apporter la solution : qu'il retrouve ces 9,3 % dans les portefeuilles de ses amis du Fouquet's.

Toute la contestation des « nécessaires réformes en cours » pourrait, inlassablement, s'appuyer sur ces 9,3 %. Or, c'est à l'inverse qu'on assiste : cette donnée majeure est quasiment effacée de la sphère publique, éclipsée dans les médias, à peine mentionnée par les politiques. Un point central de l'économie en devient le point aveugle.

C'est pourquoi Fakir vient apporter ses lumières... ●

Qui sommes-nous ?

Le journal *Fakir* existe depuis 1999. Pendant dix ans, il n'était diffusé qu'en Picardie. Mais la révolte grondait dans le peuple français : pourquoi les Picards seraient-ils à ce point des privilégiés ? Suite à la pression des masses, au printemps 2009, nous sommes donc passés en national...

Notre vilain petit canard est fâché avec tout le monde, ou presque, il est entièrement rédigé par des bénévoles. Sans publicité, l'impression est financée par les abonnements et les ventes en kiosques.

C'est grâce à ses lecteurs, grâce à vous bientôt, que *Fakir* vit. Et c'est pour ça qu'à law fin c'est nous qu'on va gagner !

Savoir-vivre : votre

en co

Concrètement, comment le Capital a-t-il arraché, ou grignoté, ces 9,3 % au Travail ? Comment les actionnaires ont-ils opéré ce hold-up géant ? Voilà qui résume l'histoire économique de ces trois dernières décennies...

« Hold-up géant », on appelle ça. Mais si les PDG et leurs actionnaires avaient brandi, masqués, des pistolets pour nous arracher nos porte-monnaie, c'était simple : on appelait Nicolas Sarkozy, qui appelait la police, qui intervenait, et on nous rendait immédiatement nos cent milliards d'euros. Mais au contraire, tout s'est passé en douceur. Sur trente ans. Avec les mots doux du fatalisme. Ces 9,3 % résument, en fait, toute l'évolution économique, toute l'histoire sociale de ces trois dernières décennies.

Qu'on résume : comment furent arrachés ces 9,3 % ?

1 - Par des « suppressions de postes »

C'est le moyen le plus connu, le plus brutal, et le plus dénoncé : les licenciements dans le privé, avec des firmes (Goodyear, Michelin, EADS, Danone, etc.) qui surfent sur les bénéfices tandis qu'elles « restructurent » vers des « pays à bas coût de main d'œuvre ».

Mais c'est vrai également dans le public : lorsque le gouvernement

annonce « le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux », lorsque des postes sont supprimés dans la justice, la police, l'Éducation nationale, des salaires ne sont tout simplement plus versés. Et leur part dans le Produit intérieur brut se réduit naturellement.

2 - Par la « stagnation des salaires »

La peur du chômage aidant, les salaires réels se traînent : selon une étude de l'Insee publiée à l'automne 2007, « le revenu salarial net moyen, secteurs public et privé confondus, n'a pas augmenté en trente ans. » Et nulle « exception française », ici : « Sur vingt ans, le pouvoir d'achat des salariés allemands a stagné », titre *Les Echos* (25/09/07) à la suite d'une autre « étude » (du ministère du Travail outre-Rhin) : « Pour renforcer leur compétitivité, les chefs d'entreprise ont eu tendance à geler les augmentations. » Vingt ans, c'est 1987. Et cette année-là naissait le CAC 40, avec un indice 1 000. Malgré la crise financière, il avoisine encore les 4 000 points.



3 - Par la « flexibilité »

Qu'est-ce que la flexibilité ? C'est l'adaptation du Travail au plus près des besoins du Capital. Par exemple, l'hypermarché Carrefour d'Amiens doit effectuer son inventaire annuel ? Des intérimaires sont appelés la veille, pour une demi-journée de boulot – et sans que l'employeur doive les payer plus. Le même magasin a besoin de caissières trente heures par semaine, trois heures le matin et deux heures l'après-midi ? On leur fournit des caissières trente heures par semaine, trois heures le matin et deux heures l'après-midi aussi – et non

des plein temps de trente-cinq heures. Ainsi, depuis 1980, « la proportion des travailleurs à temps partiel est passée de 6 % à 18 % de l'effectif salarié total, et celle des autres formes d'emploi atypique (intermittence, intérim, etc.), de 17 % à 31 % du salariat » (*Le Monde*, 30/11/07). L'emploi, devenu jetable, malléable, sur mesure, s'est ajusté aux besoins variés des entreprises – et se distribue par miettes. Encore un gain de « compétitivité »...

4 - Par les « à-côtés du salariat »

Une fois la flexibilité imposée, les salaires qui stagnent, les postes supprimés, que reste-t-il à rogner ? Les « à-côtés du salariat », les avantages annexes au salaire. Les retraites : cotiser plus et plus longtemps pour percevoir moins. La santé : à force de franchises médicales, de déremboursements, de dépassements d'honoraires, qui comprend encore le gruyère de la Sécurité sociale ? Idem avec les Assedic.

« Il y a deux composantes à la masse salariale, analyse l'économiste Michel Husson. Il y a le salaire direct et puis les cotisations. Dans le timing, dans un premier temps c'est le salaire net qui a fait baisser la part salariale, qui est à un niveau qu'on ne peut plus faire trop descendre. Et ce qui dans un second temps continue à faire baisser, c'est la part des cotisations. »

Dans les médias, chaque « mouvement » est décrit comme « corporatiste », « sectoriel », « isolé ». Chaque « réforme » est vendue comme « spécifique », « particulière », « technique ». C'est que la régression sociale prend plusieurs formes – mais qui découlent toutes d'une même offensive contre les revenus du travail.

Et qui se traduisent toutes par une statistique : 9,3 % ●

Rétablir les liens de cause à effet

Le 29 novembre 2007, une fois de plus, Nicolas Sarkozy s'auto-interviewait à la télévision : au menu du jour, le pouvoir d'achat. « Je ne peux pas distribuer les cadeaux de Père Noël, annonçait-il, car les Français savent bien qu'il n'y a pas d'argent dans les caisses. Je n'ai pas le pouvoir d'augmenter les salaires. Pour donner du pouvoir d'achat, il faut réhabiliter le travail. » Et il proposait ainsi de soigner le mal par le mal : en aggravant la « flexibilité » des salariés, avec horaires variables et dimanche ouvré. De ce côté-là, des promesses sont tenues.

Rien que de très banal, jusqu'ici.

Toujours très banal, le lendemain, *Les Echos* félicitait le Président pour son « habileté » : « Il a tracé le programme des réformes pour les prochains mois – Assurance maladie, marché du travail. » Quelques feuilles plus loin, toujours dans *Les Echos*, on découvrait ces informations : « Grande plaisance : la course au luxe » car « les millionnaires, toujours plus nombreux, sont lancés dans une course sans fin au plus grand, au plus

beau, au plus luxueux yacht... dans ces châteaux des temps modernes, le robinet à 8 000 € plaît beaucoup !... » On tournait la page, et l'on tombait sur un papier intitulé : « Les hôtels particuliers ont la cote » grâce à « la mondialisation [qui] crée de plus en plus de multimillionnaires ». Le *Figaro* consacrait également, le même jour, un supplément au « Meilleur du Salon nautique ». Et *Le Monde* présentait, lui, des chaises à « 9 397 € » l'unité.

À quelques pages d'intervalle, donc, dans ces journaux, le « pouvoir d'achat » en berne pour les salariés à la Une, et un peu plus loin des « millionnaires toujours plus nombreux ». Et pourtant, personne ne les relie comme une cause et sa conséquence. Comme les deux facettes d'une même guerre économique, avec ses vainqueurs et ses vaincus. À croire qu'ils vivraient sur deux planètes différentes, deux univers parallèles. Ou qu'il serait devenu « démagogique », « populiste », « malsain », d'établir un lien logique entre ces deux réalités... ●

L'ENGOUEMENT DES MILLIONNAIRES TIRE LE MARCHÉ DES MÉGAYACHTS

Grande plaisance : la course au luxe

Toujours plus grand, plus beau, plus cher... Le marché des yachts de luxe ne cesse de progresser, tout comme le nombre de millionnaires, dont chacun se doit d'avoir son bateau. Embarquement pour le rêve, à la veille de l'ouverture du Salon nautique de Paris.

Yachts de plus de 30 mètres : le carnet de commandes mondial. En nombre de commandes en cours.

Année	Commandes
2001	141
2002	170
2003	230
2004	291
2005	290
2006	348
2007	422

Les commandes par taille, en 2007.

Catégorie	Total des commandes en cours	dont nouvelles commandes (les notes de 12 mois)
de 30 à 40 mètres	222	149
de 40 à 50 mètres	107	107
de 50 à 60 mètres	96	96
plus de 60 mètres	106	60

Au Monaco Yacht Show.

Yachts, implanté à Guian-Mestras, sur le performants dans les yachts de luxe désirés, caboteur de 42 mètres, la plus prestigieuse.

Les Echos
LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE
www.lesechos.fr

Vendredi 25 et samedi 26 avril 2008
1,30 €

Nicolas Sarkozy : « Il n'y a pas d'alternative » aux réformes

braquage stard-cravate



LE HOLD-UP DURE DEPUIS PLUS DE 20 ANS!



* SOURCE IRES



Entretien : « Ils nous ont dit : “Vous êtes fous” »

Maurice Kriegel-Valrimont était un résistant de la première heure, et de premier plan : à la Libération de Paris, aux côtés de Leclerc, c'est lui qui fait prisonnier le général allemand Von Choltitz. Et pourtant, parmi tous ses titres de gloire, il en retenait un autre, plus modeste : « J'ai signé le texte sur les retraites... nous avons appliqué, en partie, le programme du Conseil national de la Résistance... » À son évocation, soixante ans plus tard, trois mois avant sa mort, ses yeux brillaient encore. Comme si, avec cette flamme allumée, il nous passait ce flambeau...

Fakir : Aujourd'hui, quand on va revenir sur des acquis sociaux, on ne dit pas qu'on va détruire des acquis sociaux, on dit qu'on va faire une réforme, que la réforme va être là pour sauver le système, et que le système est en péril, parce qu'il y a soit des déficits publics, il y a des déficits commerciaux, il y a un trou dans la caisse de la Sécu, et tout ça est chiffré à chaque fois par les ministères, en millions ou en milliards d'euros. Vous, à la Libération, vous avez contribué à mettre un système de retraites en place, il y a aussi eu la sécurité sociale, alors moi, ce qui me paraît assez surprenant, c'est que tout ça se fait dans un contexte où les déficits publics, ce n'est même plus la peine d'en parler !

J'avais relevé un petit extrait de la situation de la France au moment où vous prenez ces mesures. On nous dit : « En 1944, la France est à genoux, 74 départements ont servi de champs de bataille, la production industrielle ne représente que 29% du niveau de 1929. Les recettes fiscales couvrent à peine 30% des dépenses publiques, la dette nationale a quadruplé. Une foison de billets pourchasse une pénurie de produits. » Et donc, c'est dans ce contexte là, vous, vous êtes complètement inconscient, vous voulez encore plus mettre la France à genoux, c'est dans ce contexte là que vous décidez qu'il faut mettre en place une sécurité sociale et des retraites... Mais on a dû penser que...

Maurice Kriegel-Valrimont : Mais c'est exactement ce qui s'est passé. Il ne faut pas croire qu'à l'époque, il n'y ait pas de gens qui nous ont dit ce que vous venez de dire ! Ils nous ont dit « Vous êtes fous. » C'est bien pire que ça : la France n'avait plus de ponts, la France n'avait plus de charbon, la France n'avait plus d'acier, la France n'avait plus d'énergie. Bien. C'est vrai que c'était à peine concevable. Bien. Nous sommes passés outre, tout bonnement. Nous sommes passés outre et nous avons fait les choses.

Alors là, la preuve a été faite, l'investissement social est un investissement économique formidable ! Et c'est vrai, je n'ai aucune hésitation à le dire, les Trente glorieuses n'auraient pas été possibles si nous n'avions pas fait cette



législation sociale. Historiquement, la chose est démontrée. On pouvait discuter avant, mais historiquement, on ne peut plus en discuter. C'est grâce à la législation sociale que les progrès ont été accomplis.

Ça veut dire une chose d'une simplicité puérite : les gens qui vivent sur le dos des autres,

les gens qui bénéficient du travail des autres, les gens qui exploitent les autres, ils n'ont pas de scrupules ! Ils sont capables de charité, mais le fond de leur attitude est de croire que, pour vivre, pour que l'humanité fonctionne, il faut qu'il y en ait qui profitent et d'autres qui subissent.

Fakir : Et donc, vous, vous dites, aujourd'hui, où on vient de nous dire : le poids de la dette publique française, selon les nouvelles normes internationales, a doublé, vous, vous dites : ce n'est pas une raison pour ne pas conquérir de nouveaux droits sociaux ?

Maurice Kriegel-Valrimont : Je dis plus que ça. Je dis que, dans toute une série de domaines, le fait de donner, de garantir ces droits sociaux résout le problème posé. Je dis que, si on passe de, en fait sept millions de gens qui sont au chômage, ce qui est le cas, si on passe simplement à deux millions de gens, le problème est résolu.

Fakir : Pourtant, le climat d'aujourd'hui, c'est un climat de... de résignation...

Maurice Kriegel-Valrimont : Je vais prendre deux moments.

En 1934, les fascistes se manifestent, ils essaient de prendre le pouvoir. Il y a des forces, dans l'armée, qui sont candidats. C'est sérieux ! En 1936, c'est le Front populaire. En deux ans, non seulement vous avez un recul du fascisme, mais d'une certaine manière en France le fascisme est battu... En deux ans... Si en 34 quelqu'un vous avait dit que deux ans après, en France, ce serait le Front populaire, on vous aurait ri au nez. J'imagine, là, j'ai vu quelques uns de mes gars de l'époque, de mes militants syndicaux, je les ai vus rire. Ils n'auraient pas cru. Ils n'auraient pas cru...

Mais ça ce n'est rien du tout. En 42... Stalingrad est à portée de la conquête des Allemands. C'est-à-dire : c'est fini ! Le monde est sous la botte fasciste... Et en 44, Paris est libéré... (Il rit.) Là, j'ai imaginé... vous savez, nous avons été dans la même cellule avec Aubrac, avec Ravanel, à Lyon, et si l'un de nous, un soir, une nuit, s'était réveillé, on n'avait que des matelas. On était trop nombreux pour pouvoir coucher sur le dos, il fallait être couché sur le côté. S'il y en avait un qui changeait de position, il fallait que tout le monde change de position. Bien. Si l'un de nous avait dit que dans deux ans Paris serait libéré, les autres auraient passé le reste de la nuit à rigoler ! C'était invraisemblable... et c'est deux ans (il rit). C'est ça ma réponse.... ●

« C'était à peine concevable.
Bien. Nous sommes passés outre. »

Fakir n'existe que grâce à vous. Et c'est pour ça qu'à la fin, c'est nous qu'on va gagner !

OUI, de plus profond de mon coeur, je désire diffuser le Fakir spécial "hold-up tranquille" dans ma famille, mon entreprise, mon syndicat, etc.

JE COMMANDE:

Mme/Mr _____ 10 exemplaires (6€)
 Adresse _____ 50 exemplaires (10€)
 _____ 100 exemplaires (12€)
 Ville _____ 1000 exemplaires (70€)

Tarifs à prix coûtant : vous pouvez verser plus, ou moins, ou rien du tout. Selon vos moyens.
 (Vous n'êtes pas obligé de découper le bulletin : si y a votre nom et votre adresse sur le chèque, ça nous suffira)

JOURNAL FAKIR
 21, RUE ELOI MOREL
 80000 AMIENS.
 CONTACT@FAKIRPRESSE.INFO
 03 60 10 60 15

FAKIR
 Directeur de publication : Fabian Lemaire.
 Siège social : 177, rue Laurendeau 80000 Amiens.
 Dépôt légal à parution. 1er tirage : 50 000 ex.
 Prix : 0,50 €.
 ISSN : 1209G79740.
 Imprimeries de l'Avesnois, Avesnes-sur-Helpe (59).

CECI EST LE KIT DE SURVIE DE VOTRE JOURNAL FAVORI :

Abonnement pour 10 numéros de Fakir

Mme/Mr : _____
 Adresse : _____
 Ville : _____ CP : _____

(Vous n'êtes pas obligé de découper le bulletin : si y a votre nom et votre adresse sur le chèque, ça nous suffira.)

- Abonnement simple 25 € (Soit seulement 5.000 Wons nord-coréens)
- Abonnement soutien 40 € (Soit seulement 562.000 Rials iraniens)
- Abonnement militant 60 € (Soit seulement 1.06.000 Dinars lybiens)
- Abonnement passion 90 € (Soit seulement 5.900 livres syriennes)
- Abonnement à vie 180 € (Seulement 551.000 Bolivares vénézuéliens)
- Abonnement héritable 750 € (Soit seulement 7.450 Bolivianos boliviens)